

Le 12 décembre 2018 – TITRE II

DEPARTEMENT du NORD

Enquête Publique Unique sur le territoire des  
Communes de BOUSBECQUE, COMINES, DEULEMONT,  
HALLUIN, WARNETON et WERVICQ-SUD

Commissaire enquêteur :  
Monsieur Dominique BOIDIN

Décision du Président du Tribunal Administratif de Lille  
Ordonnance N° E 18000116/59 du 08 août 2018

## **RECALIBRAGE DE LA LYS MITOYENNE**

### **VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

#### **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP)**

##### **Procédure 1**

### **TITRE II**

## **AVIS ET CONCLUSIONS**

***Le présent dossier comprend (6) parties distinctes, d'une part le rapport d'enquête (titre I), d'autre part, les (4) conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur (titres II à V) , et les annexes (titre VI)***

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

## **Sommaire**

<b>Rappel du projet</b>	<b>Page 4</b>
<b>Cadre législatif et réglementaire</b>	<b>Pages 5 - 6</b>
<b>La démarche administrative</b>	<b>Page 6</b>
<b>La procédure d'enquête publique (rappels)</b>	<b>Page 7</b>
<b>Avis sur la constitution du dossier</b>	<b>Pages 8 - 9</b>
<b>Avis sur la publicité</b>	<b>Page 9</b>
<b>Avis sur le déroulement de l'enquête publique unique</b>	<b>Pages 9 – 10 – 11</b>
<b>Avis sur les observations du public et leurs réponses du pétitionnaire</b>	<b>Page 11</b>
<b>Analyse du projet</b>	<b>Page 12</b>
<b>Description du projet</b>	<b>Page 12</b>
<b>Destination des matériaux</b>	<b>Page 13</b>
<b>Identification des impacts environnementaux</b>	<b>Pages 14 – 15</b>
<b>Bilan socio-économique Bilan carbone et consommation d'énergie</b>	<b>Pages 16 – 17</b>
<b>Evaluation de l'utilité publique de l'opération Principes généraux</b>	<b>Page 17</b>
<b>Justification de l'utilité de l'opération Le principe jurisprudentiel</b>	<b>Page 17</b>
<b>Appréciation et avis sur l'utilité publique de l'opération</b>	<b>Pages 18 – 19 - 20</b>
<b>Analyse bilancielle</b>	<b>Page 20</b>
<b>Conclusions motivées du commissaire enquêteur</b>	<b>Pages 21 - 22- 23 - 24</b>

**NOTA** : L'ensemble des informations générales relatives à cette enquête publique unique, figurent dans le rapport principal TITRE I regroupant les quatre (4) procédures, à savoir :

- TITRE II : la Déclaration d'Utilité Publique **(Procédure 1)**
- TITRE III : l'Autorisation au titre des IOTA – Loi sur l'Eau **(Procédure 2)**
- TITRE IV : le Dossier d'Enquête Parcellaire **(Procédure 3)**
- TITRE V : la Mise en Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme **(Procédure 4)**
- TITRE VI : les annexes

**Dans ce document ne figurent que les informations spécifiques à la procédure 1 dite « Déclaration d'Utilité Publique - TITRE II », ainsi que les avis et les conclusions du commissaire enquêteur.**

**En vertu de l'article L123-6 du Code de l'Environnement, l'ensemble des quatre (4) procédures sus visées, est regroupé en une enquête publique unique, organisée par la Préfecture de Lille, pour le compte des trois (3) maîtres d'ouvrages concernés, à savoir :**

**LE DEMANDEUR- PETITIONNAIRE :**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE  
Direction Territoriale Nord Pas de Calais  
37, rue du Plat – BP 725  
59034 LILLE Cedex

Un seul dossier de Déclaration d'Utilité Publique a été déposé pour Enquête Publique Unique, par les Voies Navigables de France agissant pour son propre compte et en qualité de représentant et/ou de mandataire pour le compte des deux (2) autres maîtres d'Ouvrage en charge du Projet de Recalibrage de la Lys Mitoyenne, ci-après dénommés :

- Service Public de Wallonie (SPW) – 7500 Tournai Belgique
- Waterwegen en Zeekanaal NV (W&Z) - 9820 Merelbeke Belgique

Les autorisations administratives à obtenir pour la réalisation des travaux sur les trois (3) sections situées sur le territoire français, qui seront effectués par les trois (3) Maîtres d'Ouvrages sus nommés, sont sollicitées par les Voies Navigables de France (VNF) qui en est le porteur officiel du projet, pour son propre compte, et pour le compte des deux (2) autres maîtres d'ouvrage (SPW et W&Z).

Chaque Maître d'Ouvrage sera responsable de l'application des mesures en phase chantier.

Les Voies Navigables seront responsables de l'application des mesures compensatoires et de leurs suivis en territoire français, pour son compte et au titre des deux (2) autres maîtres d'Ouvrage.

### **RAPPEL DU PROJET**

La procédure « d'enquête publique » a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, préalablement à certaines décisions, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

La présente enquête publique porte sur le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne de Deûlémont à Halluin.

Ce projet est un maillon de la liaison fluviale européenne Seine – Escaut, classée en 2004 parmi les trente (30) projets prioritaires du réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T). Ce projet est également inscrit au Contrat de Plan Etat Région Haut de France 2015-2020.

La section concernée par les travaux de recalibrage, objet de la présente enquête publique, est comprise entre Deûlémont, à la confluence Deûle – Lys, et Halluin (France) / Menin (Belgique), au niveau du pont de Menin, soit un linéaire d'environ 16.6 km.

Cette partie de la Lys est dite « mitoyenne » de part sa situation géographique à la fois sur le territoire français et sur les territoires wallon et flamand en Belgique.

Les travaux seront réalisés sur le territoire français par les trois (3) Maîtres d'Ouvrage sus visés.

L'opération de recalibrage de la Lys Mitoyenne consistera essentiellement en un élargissement et en un approfondissement de la voie d'eau, par des travaux de terrassement, de reconstitution de berges et de dragage (voir dossier 1 « Rapport d'Enquête Publique Unique »).

## **CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**

### **Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique :**

- articles L 110-1 à L 110-7 : L'enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique
- articles R 112-4 et R 131-3 : La forme déclarative de l'utilité publique et de la composition du dossier d'enquête publique
- articles R 11-15 à R 11-18 : Dispositions communes
- article R 11-19 : L'enquête parcellaire
- articles R 11-21 : L'utilité publique
- article R 131-3 : Enquête publique parcellaire

### **Le Code de l'Environnement :**

- articles L 123-1 à L 123-19 : Relatifs à l'enquête publique environnementale
- article R 123-1 : Les opérations susceptibles d'affecter l'environnement
- article L 123-6 : L'enquête publique unique
- article R 123-8 : Fixe la composition du dossier d'enquête publique
- articles L 122-1 à L 122-3 : Reprennent la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié, pris pour l'application de cette loi
- article R 122-2 : Les études d'impact
- articles R 122-4 et R 122-5 : Fixent la composition de l'étude d'impact
- articles L 210-1 et suivants, et R 211-1, R 214-1 et suivants : L'eau, les milieux aquatiques et marins ; les activités, installations et usage
- article L 214-1 et suivants, et R 214-1 et suivants : IOTA loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2010
- articles L 215-14 : entretien des cours d'eau
- articles L 220 à L 226 : Loi sur l'air n°96-1236 du 30 décembre 2006

- article L 350-1 : Loi sur la mise en valeur des paysages n°93-24 du 8 janvier 1993
- articles L 126-1 et suivants : La déclaration de projet
- articles L 122-1 et L 122-7 : Le décret n°2009-496 du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'Etat compétent en matière d'environnement
- article L 411-2 : La dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés
- article L 414-1 et R 414-19 à 26 : La protection des réserves naturelles nationales et des sites classés

Code de l'urbanisme :

- article L 123-16 : La DUP emporte approbation des nouvelles dispositions des documents d'urbanisme
- articles L 153-54 à L 153-59 et R 153-14 : la mise en compatibilité des documents d'urbanisme
- articles L 300-2 et suivants et R 300-1 et suivants : La procédure de concertation
- loi alur n°2014-366 du 24 mars 2014
- loi grenelle n°2009-967 du 3 août 2009

Convention européenne dite « d'Espoo » :

Sur l'évaluation de l'impact environnemental dans un contexte transfrontalier, adopté le 10 septembre 1997 à Espoo en Finlande, stipulant les obligations des parties d'évaluer l'impact sur l'environnement de certaines activités.

## **LA DEMARCHE ADMINISTRATIVE**

Préalablement à la réalisation des travaux prévus dans le cadre du projet dit « de Recalibrage de la Lys Mitoyenne », sus visé, ce projet doit être « Déclaré d'Utilité Publique » (DUP) par un Arrêté Préfectoral.

Cette Déclaration d'Utilité Publique (DUP) devra résulter des suites d'une enquête publique, conduite selon les dispositions du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique (notamment les articles L 110-1 et suivants) et du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la DUP d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un document d'urbanisme peut intervenir dès lors que l'enquête publique a porté à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

La DUP emporte alors approbation des nouvelles dispositions de ces documents d'urbanisme.

### **LA PROCEDURE D'ENQUETE PUBLIQUE (RAPPELS)**

Suivant décision n°E18000116/59 du 8 août 2018, le Tribunal Administratif de Lille, a désigné Monsieur Dominique BOIDIN, en qualité de commissaire enquêteur,

Par Arrêté Préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018, il a été prescrit la mise à l'enquête publique du 1<sup>er</sup> projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne sur les territoires de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq.

L'enquête publique s'est déroulée conformément aux dispositions du code de l'environnement, du code de l'Urbanisme et du code de l'Expropriation, d'une part, et des dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 12 septembre 2018, sus visé, d'autre part.

Elle a été prescrite pour une durée de 33 jours consécutive, du lundi 15 octobre 2018 au vendredi 16 novembre 2018, inclus.

Un dossier a été soumis à enquête et un registre d'observations a, pendant la période du 15 octobre 2018 au 16 novembre 2018, été mis à la disposition du public, dans les locaux des mairies de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq.

Ledit dossier a par ailleurs été accessible en ligne, sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord.

L'enquête a été clôturée à 17h00, le vendredi 16 novembre 2018, après la sixième (6) permanence. Les registres ont été clos et signés le même jour, par les représentant des maires des communes concernés par ledit projet, et emportés par le commissaire enquêteur, le jeudi 22 novembre 2018.

Le procès verbal de synthèse des observations du public a été remis aux Voies Navigables de France, ainsi qu'à la Préfecture du Nord le 24 novembre 2018, à l'attention de Madame Patricia ROUY et de Messieurs Thierry DUTILLEUL, Stéphane DEHART, Vincent ROUSSEAU, représentant les Voies Navigables de France (VNF).

Comme prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'enquête publique du 12 septembre 2018, les Voies Navigables de France (VNF), ont fait part, sous 15 jours, conformément aux stipulations de l'article R 123-18 du Code de l'Environnement, de leur position au regard des observations et/ou remarques émises par le public, et des avis formulés par les Personnes Publiques Associées.

L'ensemble des observations et/ou remarques du public, des avis des Personnes Publiques Associées, ainsi que de la position des Voies Navigables de France (VNF), figurent dans la partie du dossier intitulée « Rapport d'enquête - titre I »

## **Avis**

***Dans les paragraphes suivants, l'avis du commissaire enquêteur est repris en italique***

### **Avis sur la constitution du dossier**

Le dossier d'enquête qui a été mis à la disposition du public comprenait :

- l'Arrêté Préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018 prescrivant l'enquête publique et ses modalités d'organisation
- les registres d'enquête destinés à recevoir les observations du public
- Un 1<sup>er</sup> dossier intitulé « Dossier de Déclaration d'Utilité Publique » constitué de :
  - d'une note chapeau
  - d'une pièce 2 dite « DUP »
  - d'une pièce 3 dite « Résumé non technique »
  - d'une pièce 4 dite « Projet »
  - d'une pièce 5 dite « Etude d'Impact »
  - d'une pièce 6 dite « Atlas cartographique »
  - d'une pièce 7 dite « Annexes »
  - de la décision autorisant le lancement des procédures
- Un 2<sup>ème</sup> dossier intitulé « Demande d'Autorisation Unique » constitué de :
  - d'une note chapeau
  - d'une pièce 1 dite « Demandeur »
  - d'une pièce 2 dite « Contexte Réglementaire »
  - d'une pièce 3 dite « Résumé non technique »
  - d'une pièce 4 dite « Description du projet »
  - d'une pièce 5 dite « Etude d'Impact »
  - d'une pièce 6 dite « Dossier de Dérogation Espèces Protégées »
  - d'une pièce 7 dite « Atlas Cartographique »
  - d'une pièce 8 dite « Annexes »
  - d'une pièce 9 dite « Note Complémentaire »
  - d'une pièce 10 dite « Avis AE »
  - d'une pièce 11 dite « Avis CNPN »
  - d'une pièce 12 dite « Mémoire en réponse à l'avis de l'AE CGEDD »
- Un 3<sup>ème</sup> dossier intitulé « Dossier d'Enquête Parcellaire » constitué de :
  - d'une notice explicative sur l'établissement de l'état parcellaire et de l'état volumétrique
  - d'un Etat parcellaire en surface et en volume
  - de plans parcellaires
- Un 4<sup>ème</sup> dossier intitulé « Dossier de Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme » constitué de :
  - d'une Notice de Présentation

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

- du Règlement de mise en compatibilité de la zone NE
- du Règlement graphique – mis en compatibilité
- Liste des emplacements réservés – mis en compatibilité
- Annexes

- Le Procès-Verbal de la réunion du 17 novembre 2018 des Personnes Publiques Associées (PPA)

*Le dossier est clair, structuré et sa lecture aisée, mais difficilement compréhensible par un public non averti.*

*Afin de mieux comprendre le projet envisagé, des éléments administratifs et des documents graphiques, ainsi qu'une note « chapeau », d'une grande qualité, y ont été intégrés, ce qui a permis au public, malgré tout, de se faire une idée assez précise du projet.*

*Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne a été traité en toute transparence, et tous les sujets ont été abordés, tant du point de vue technique, environnemental, financier, que du point de vue du respect des législations en vigueur.*

*Le dossier soumis à enquête publique comprend l'ensemble des pièces exigées par les codes de l'environnement, de l'urbanisme et de l'expropriation pour cause d'utilité publique.*

*L'Etude d'Impact est particulièrement bien réalisée, elle permet de cerner tous les effets et impacts sur l'environnement.*

### **Avis sur la publicité**

La publicité a été faite par voie de presse : La Voix du Nord du vendredi 28 septembre 2018 et du mercredi 17 octobre 2018 et Nord Eclair du vendredi 28 septembre 2018 et du mercredi 17 octobre 2018. Les encarts publicitaires sont joints en Annexe.

Par ailleurs la publicité a été effectuée par voie d'affichage dans les mairies des communes concernées par ledit projet de recalibrage de la Lys, et par les soins des Voies Navigables de France, le long de la Lys (implantation de 36 panneaux).

*Les publications de l'Avis d'Enquête publique, quinze (15) jours avant le début de l'enquête publique et celles prévues dans les huit (8) premiers jours de son déroulement, dans deux (2) journaux, ont bien été observées.*

*J'ai pu à l'occasion des permanences réalisées, vérifier la conformité permanente de l'affichage des avis d'enquête publique.*

*Les six certificats d'affichages en mairies, de l'avis d'enquête publique, ainsi que le constat de visualisation des 36 panneaux par huissier figurent en Annexes.*

*Je considère que l'enquête a fait l'objet d'une publicité satisfaisante.*

### **Avis sur le déroulement de l'enquête publique**

Le dossier a été tenu à la disposition du public dans les mairies de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, où chacun a pu en prendre connaissance aux heures et jours habituels d'ouverture.

J'ai paraphé les registres des observations et assuré les modalités de clôture.

Je me suis tenu à la disposition du public, aux jours et heures, dans les mairies

Ci-après :

- de Comines (siège de l'enquête)
  - . le lundi 15 octobre 2018 de 14h00 à 17h30
  - . le vendredi 16 novembre 2018 de 14h00 à 17h30
- de Halluin
  - . le jeudi 18 octobre 2018 de 8h30 à 12h00
  - . le mercredi 31 octobre 2018 de 13h30 à 18h00
- de Deûlémont
  - . le samedi 10 novembre 2018 de 8h30 à 11h30
- de Bousbecque
  - . le samedi 27 octobre 2018 de 8h30 à 12h00

Le public s'est peu manifesté auprès du commissaire enquêteur, eut égard à l'importance du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Trente (30) visites ont eu lieu, durant les six (6) permanences, donnant lieu à quinze (15) remarques, cinq (5) lettres et un (1) courriel inscrits ou consignés sur les (6) registres d'enquête publique.

Trois (3) courriels ont été reçus sur le site internet de la Préfecture du Nord.

Les trente (30) visites sont en parties liées au souhait des visiteurs n'ayant pas mis de remarques aux registres d'enquête, au fait de pouvoir consulter le dossier d'enquête afin de connaître la nature détaillée du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne et des évolutions contenues dans la procédure en cours.

Pour les quinze (15) remarques, cinq (5) lettres et un (1) courriel inscrits ou consignés aux registres d'enquête, ainsi que pour les trois (3) courriels reçus à la préfecture de Lille, elles font l'objet de réponses du pétitionnaire et d'une analyse, consultable dans le rapport principal TITRE I regroupant les quatre (4) enquêtes publiques.

L'enquête publique a été clôturée à 17h30, le vendredi 16 novembre 2018, après la sixième (6) permanence.

Les six (6) registres des mairies de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, ont été récupérés le jeudi 22 novembre 2018. Ces registres ont été clos le même jour.

*Je n'ai remarqué aucune anomalie dans le déroulement de cette enquête et je considère qu'elle s'est déroulée d'une façon satisfaisante.*

*J'ai reçu un excellent accueil de la part du personnel des différentes mairies concernées par le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, ainsi des Voies Navigables et de la Préfecture du Nord.*

*J'ai fait l'objet d'une réelle attention de leur part. L'on m'a toujours clairement répondu aux questions posées.*

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

*Le nombre de permanences et leur durée ont été bien été estimés, permettant à chaque fois de recevoir le public qui s'est présenté et de consacrer du temps à chacun.*

*En conclusion de l'enquête publique :*

*Je dois préciser qu'il n'a été constaté aucun manquement aux règles relatives :*

- à l'information pleine et entière*
- à l'affichage*
- à la publicité*
- à la mise à disposition du dossier et du registre au public*
- à l'obligation de permettre tout moyen d'expression légal*

*Aucun incident n'est à signaler.*

### **Avis sur les remarques et observations du public et leurs réponses du pétitionnaire**

*La participation du public ne peut pas être considérée comme très importante. Il n'y a eu au total que 24 observations : 15 remarques, 5 lettres et 1 courriel inscrits ou consignés sur les registres communaux ainsi que trois (3) courriels reçus en préfecture du Nord.*

*Conformément à l'article L. 123-3 du code de l'environnement, l'enquête publique a été conduite dans un but d'informer le public sur le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.*

*Toutes ces observations ont été portées à la connaissance des Voies Navigables de France (VNF). Ces dernières ont fait connaître leur position, conformément au mémoire en réponse en date du 7 décembre 2018, figurant en annexe.*

*Le public qui se sera déplacé et aura rédigé une observation sur le registre ou envoyé un courrier ou un courriel, ainsi que pour les communes de Deûlémont, Comines et Menin (Belgique) intervenantes à l'enquête publique, trouveront la réponse à leurs questionnements, au travers de ce rapport et du mémoire en réponse.*

**Je considère que les réponses données par les Voies Navigables de France (VNF), aux observations et/ou interrogations du public et des villes de Deûlémont, Comines et Menin (Belgique) durant l'enquête publique, ne sont pas de nature à remettre en cause les objectifs du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.**

## **ANALYSE DU PROJET**

### **Description du projet (rappels)**

Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne, qui a été soumis à la présente enquête publique, correspond aux travaux qui seront réalisés sur le territoire français, uniquement, à savoir :

- l'ensemble des travaux de dragage et d'approfondissement de la partie du lit de la rivière située en France,

- la reconstitution et le terrassement des berges françaises, ainsi que la restauration des chemins de halage, avec le maintien de la continuité piétonne,

- la gestion des matériaux excédentaires de la section 1 :

- les matériaux inertes seront principalement utilisés pour les remblais nécessaires au projet de traitement des berges, au remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) dans le cadre de la réalisation des mesures compensatoires.

- les matériaux non inertes seront gérés par la ou les entreprises en charge des travaux de dragages.

- les mesures compensatoires liées aux travaux réalisés en France :

- le remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) avec la création de hauts fonds pour recréer des habitats impactés par le dragage et la reconstitution de berge.

- la création d'une zone humide sur le site n°18 de Deûlémont, suite à la destruction de zones humides.

- la partie sur le territoire français de l'aménagement du franchissement piscicole au niveau de l'écluse de Comines.

- La voie d'eau comprendra également les aménagements spécifiques suivants :

- Un bassin de virement à Bousbecque dimensionné pour les navires de classe européenne dite Va+

- Une nouvelle zone de stationnement et/ou de croisement, dimensionnée pour les navires de classe Vb. Cette zone servira également à la régulation du trafic des navires de classe Vb au droit de Wervik.

- Deux nouvelles zones d'attente pour alternat total, dimensionné pour les navires de classe européennes Vb, pour le passage sous le pont de Comines.

### **Destination des matériaux**

Le volume de matériaux excédentaires du projet s'élève à près de 1.35 millions de m<sup>3</sup>, réparti entre les différentes sections, de la manière suivante :

- 333 230 m<sup>3</sup> pour la section 1 (de la confluence Deûle-Lys à l'écluse de Comines). Maître d'ouvrage : Les Voies Navigables de France (VNF)
- 337 000 m<sup>3</sup> pour la section 2 (de l'écluse de Comines à la frontière Wallonie-Flandre). Maître d'ouvrage : Le Service Public de Wallonie (SPW)
- 676 000 m<sup>3</sup> pour la section 3 (de la frontière Wallonie-Flandre au pont de Menin). Maître d'ouvrage : Waterwegen en Zeekanaal (W&Z)

Conformément au projet de convention entre la France, la Région Wallonne et la Région Flamande, chaque maître d'ouvrage traitera les matériaux excavés en France ou en Belgique, résultant de l'exécution des travaux dont ils ont la charge sur sa section, sur son territoire suivant sa réglementation nationale.

- sur la section 1 (française) : les matériaux inertes seront utilisés pour les remblais nécessaires au projet : traitement de berge, mesures compensatoires. Les matériaux non inertes seront traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

- sur la section 2 (wallonne) : les matériaux inertes seront utilisés pour aménager le parc des Prés de la Lys. Les matériaux non inertes seront traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

- sur la section 3 (flamande) : les matériaux seront utilisés en remblaiement de la carrière de Lochristi. Les matériaux non inertes seront traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

Seuls les matériaux excédentaires de la section 1 seront gérés en France par les Voies Navigables de France (VNF) :

- les matériaux inertes serviront pour la percolation des berges et la réalisation de site de compensation écologique (les bras morts du Vert Digue et de Comines).

- les matériaux non inertes seront à la charge de l'entreprise qui réalisera les travaux de dragage. Ils seront évacués dans des filières de gestion existantes, en France ou en Belgique.

## **Identification des Impacts et Mesures Environnementales**

Les effets indésirables du projet de recalibrage de la Lys ont été identifiés dans l'Eude d'impact sur l'Environnement réalisée en juin 2017 par le bureau d'études AIRELE, pour le compte des Voies Navigables de France (VNF), au titre de l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

Cette étude d'impact sur l'Environnement a fait l'objet d'un Mémoire en Réponse des VNF, en février 2018, suite à l'Avis délibéré n°2015-62 adopté lors de sa séance du 25 octobre 2017 de la formation d'Autorité Environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

***Il en résulte de ce projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, des impacts et des mesures à prendre suites aux différentes évaluations environnementales (résumé de l'étude d'impact), à savoir :***

- géologie, géomorphologie : impact négligeable
- eaux souterraines : impact non significatif sur le fonctionnement hydraulique de la nappe superficielle, sur la qualité de la nappe en raison de sa position d'alimentation du canal, et sur l'alimentation en eau potable car pas d'aire d'alimentation de captages en eau potable
- eaux superficielles : impact temporaire sur la qualité de l'eau en phase travaux par remise en suspension de particules. Mesure de dragage par pelle sur ponton, suivi de la qualité de l'eau et adaptation cadences du chantier. Impact positif sur le fonctionnement hydraulique, sur le risque inondation, et sur la mise en place de passes à poisson (écluse de Comines)
- démographie et économie : pas d'impact sur la démographie, et impact positif sur les activités socio-économiques (création emplois, réduction congestion routière...)
- tourisme et loisirs : impact négatif sur la plaisance, l'usage des chemins de halage et de la pêche durant les travaux. Impact positif en phase exploitation
- urbanisme : impact non significatif car document d'urbanisme en cours de mise en compatibilité
- foncier : impact lié à la nécessité d'acquisition foncière, mais avec mesures d'évitement par choix d'un bassin de virement moins gourmand en foncier, et choix du profil technique de moindre consommation de foncier
- transport : impact faible et temporaire sur la circulation routières et fluviales, car arrêt de la navigation. Impact positif sur le report modal après réalisation
- paysage : impact modéré temporaire pendant les travaux liés à la coupure des chemins, et sur le paysage après travaux car élargissement et disparition de berges et de la végétation associée. Mesures de végétalisation des rives

- santé : impact lié à l'extraction de matériaux non inertes. Mesure d'évitement : les matériaux non inertes ne feront l'objet d'aucun dépôt et seront exportés vers des filières de gestion adaptées en France et en Belgique

- air : impact temporaire lié à l'émission des engins pendant la phase chantier, et impact positif en phase d'exploitation par report modal du transport routier vers le transport fluvial

- bruit : impact temporaire pendant les travaux, en phase exploitation impact à définir en raison du passage de plus grands bateaux, mais moins bruyants.

- risques inondations : impact positif sur le risque inondation en abaissant les niveaux en période de crues

- milieux naturels : impact modéré à fort sur les zones naturelles d'intérêt reconnu (ZNIEFF et site Natura 2000). Mesures d'évitement par adaptation des défenses de berge et du bassin de virement afin d'éviter tout impact direct sur les zones naturelles d'intérêt reconnu, et mesures de réduction afin de limiter le dérangement des espèces sensibles pendant les périodes de reproduction, suivi en phase de chantier. Impact fort sur le corridor écologique de la Lys, avec mesures de compensation ; percolation des enrochements du canal et plantation d'hélophytes et de ripisylves, aménagement de franchissements piscicoles au niveau des écluses.

- faune et flore, habitats naturels : impact modéré. Mesures d'évitement par adaptation des défenses de berge afin d'éviter tout impact direct sur les secteurs à enjeux écologiques forts, et mesures de réduction et de compensation : en limitant le dérangement pour les espèces sensibles pendant les périodes de reproduction, suivis en phase chantier, percolation des enrochements du canal et plantation d'hélophytes et de ripisylves, plantation de deux délaissés, restauration de zones humides sur le TD n°18

- zone humide : impact assez faible (0.75 ha de zone humide impactée et intérêt modéré des zones humides impactées). Mesures de restauration d'une zone humide sur le TD n°18.

- milieu aquatique du canal : destruction d'habitats de vie pour la faune piscicole, sur les herbiers aquatiques (3ha). Mesures de restauration des délaissés de Warneton et de Comines (5ha) et de percolation des enrochements sous le niveau normal de navigation sur l'ensemble des berges restaurées (13km).

- berges du canal : destruction d'habitats de vie pour l'avifaune (alimentation, reproduction), les chiroptères (alimentation, déplacement) et la faune piscicole (alimentation, reproduction, refuge). Mesures : percolation des enrochements du canal et plantation d'hélophytes et de ripisylves.

- talus et accotements des chemins de service : destruction d'habitats pour avifaune (alimentation, reproduction), les chiroptères (alimentation, déplacement), les mammifères terrestres (alimentation, déplacement, hivernage), et les amphibiens (estivage, hivernage). Mesures : réaménagement des talus et accotements des chemins de service (ensemencement et plantation de haies), création de tas de bois lors des défrichements nécessaires au projet.

- fossés humides en contrebas du chemin de service : destruction d'habitats de vie pour amphibiens (reproduction) (1.5km). Mesures : création de fossés en remplacement de ceux détruits (1.2km), restauration de fossés à Warneton et Bousbecque (0.8km).

- friches et prairies : destruction d'habitats de vie pour avifaune (alimentation, reproduction). Mesures : création d'une zone humide au sein du terrain de dépôt n°18 (0.8ha) et restauration d'une prairie de faune humide de plus de 2ha (mesure supplémentaire suite à l'avis du CNPN).

- jeunes boisements issus de plantations, friches arbustives : destruction d'habitats de vie pour l'avifaune (alimentation, reproduction), les chiroptères (alimentation, reproduction) et les mammifères terrestres (alimentation, hivernage, reproduction)

(1.2ha). Mesures : restauration des délaissés de Warneton et de Comines, création d'une zone humide au sein du terrain de dépôt n°18, et restauration d'une prairie de fauche humide de plus de 2ha (mesure supplémentaire suite à l'avis du CNPN).

- les haies : destruction d'habitats de vie pour l'avifaune (alimentation, reproduction), les chiroptères (alimentation, hivernage, reproduction) et les amphibiens (estivage, hivernage) (1.3km) : Mesures : réaménagement des talus et des accotements des chemins de service (dont plantations de haies) (2.04km).

### **Bilan socio-économique** **Bilan carbone et consommation d'énergie**

La Lys Mitoyenne, constitue actuellement un goulot d'étranglement dans la liaison Seine-Escaut, dans le cadre de la mise en service du futur canal Seine – Nord Europe.

En effet, ce tronçon, au gabarit de la « classe IV » européenne, nécessite la réalisation de travaux pour atteindre le gabarit Vb, par approfondissement, élargissement et aménagement de zone d'attente et de retournement.

Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne (et de l'aménagement de l'écluse de Quesnoy sur Deûle) a trois (3) principaux enjeux pour la voie d'eau : le gabarit, la capacité et la fiabilité.

L'étude socio-économique jointe au dossier de la présente enquête publique a permis de valoriser l'ensemble des gains liés à ces enjeux de façon à obtenir un bilan socio-économique complet.

Le gabarit, la capacité de la voie d'eau et la fiabilité sont donc, comme stipulés plus haut, les éléments les plus importants à prendre en compte, car s'ils ne sont pas suffisants, les temps de navigation des bateaux croîtront en proportion de leur temps d'attente aux écluses. Cela entraînera, soit un report du trafic sur d'autres axes fluviaux, soit un report modal vers d'autres modes de transports terrestres.

A l'issue de l'étude sus visée, les conclusions sont les suivantes :

- les deux projets d'aménagement (le recalibrage de la Lys Mitoyenne et l'agrandissement de l'écluse de Quesnoy sur Deûle) sont couplés. Il faut donc envisager la réalisation de ces deux (2) projets, sinon pas de sens.

- le scénario le plus avantageux est le scénario 2 qui prévoit le recalibrage de la Lys au gabarit Vb et le doublement de l'écluse de Quesnoy sur Deûle (Va + Vb). Economiquement, ce scénario présente un taux de rentabilité de trafic fluvial important (10,1%) et la meilleure VAN (911 M€).

- La robustesse des performances socio-économiques de ce scénario a également été validée, grâce à une analyse de risque faisant varier la demande et l'offre.

- Le scénario 2 a aussi des effets positifs sur le développement local grâce à une amélioration de la compétitivité de la voie d'eau. Ainsi l'économie réalisée en termes de coût de transport permet aux acteurs économiques d'investir par ailleurs et de développer de nouveaux marchés potentiels). Egalement, il y aura création

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

d'emplois lors du chantier et lors de son exploitation, ainsi que la réduction de la congestion routière.

Concernant le bilan des émissions de gaz à effet de serre, pour le scénario 2, les émissions induites par le projet et le chantier sont entièrement compensées par les émissions évitées grâce au report modal.

De la même façon, en phase d'exploitation, le report modal permet de compenser les consommations énergétiques de l'écluse de Quesnoy sur Deûle, permettant des bilans globaux négatifs.

Enfin, le scénario 2 retenu, a un coût d'investissement légèrement plus faible que les autres scénarios projetés dans ladite étude socio-économique.

Ce projet répond parfaitement aux attentes et aux demandes des différentes administrations de l'Etat, des collectivités territoriales françaises et belges traversées, des Elus, et du public concerné de part et d'autre des rives de la Lys mitoyenne.

S'agissant des parcelles expropriées, leur emprise a été déterminée strictement pour les besoins nécessaires à la réalisation dudit projet

**En définitive, le scénario 2, tel que présenté dans l'étude socio-économique jointe à l'enquête publique, apparaît le meilleur pour répondre aux principaux enjeux d'augmentation du trafic fluvial, et de report modal.**

### **Evaluation de l'utilité publique de l'opération** **Principes généraux**

Sans empiéter sur les prérogatives du juge administratif qui dit le droit, le sens de l'avis qui doit être rendu dans le cadre de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP), nécessite qu'il soit répondu à cinq (5) questions qui se posent de façon classique en matière d'expropriation, à savoir :

- l'opération envisagée présente t'elle concrètement un caractère d'intérêt public ?
- l'expropriation qui en découle, est-elle nécessaire pour atteindre les objectifs de l'opération ?
- le bilan coûts-avantages de l'opération
- les atteintes à la propriété privée
- les inconvénients d'ordre social et l'atteinte à d'autres intérêts publics

Il existe en outre d'autres contrôles effectués par le juge administratif.

A l'issue de l'analyse bilancielle menée, cette démarche intellectuelle doit aboutir à une appréciation finale sur l'utilité publique du projet soumis à l'enquête publique.

## **Justification de l'utilité publique de l'opération** **Le principe jurisprudentiel**

Selon un principe jurisprudentiel bien établi, une opération ne peut être légalement déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier, et éventuellement les inconvénients d'ordre social, la mise en cause de la protection et de la valorisation de l'environnement ou l'atteinte à d'autres intérêts publics qu'elle comporte, ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente.

## **Appréciation et Avis sur l'Utilité Publique du Projet**

*Après lecture et analyse de l'Etude d'Impact et des réponses apportées par les Voies Navigables de France, des avis des Personnes Publiques Associées, de l'étude socio-économique, des observations formulées par les services publics de l'Etat, des Collectivités Territoriales, d'Associations Environnementales, du public et autres, il en résulte que le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, tel qu'il a été conçu dans son scénario 2 (voir étude socio-économique), à pris en compte, de façon optimale, les différentes composantes de l'Environnement avec des aménagements intégrés audit projet, ceci afin de minimiser son impact sur ce dernier, à savoir :*

- la prise en compte du patrimoine naturel dans le choix des variantes,
- la mise en place de mesures compensatoires pour les milieux naturels impactés,
- le traitement paysager qualitatif pour assurer une meilleure intégration
- la prise en compte des zones urbanisées et agricoles

*Des études spécifiques ont été réalisées afin d'identifier les habitats naturels, les espèces animales et végétales protégées, la qualité de l'air, les nuisances sonores, l'insertion paysagère.*

*Ainsi des mesures visant à éviter, réduire ou compenser les impacts résiduels sur les milieux naturels, urbains, industriels et agricoles ont ainsi été identifiés. Elles permettront de réaliser une réhabilitation écologique, touristique et paysagère de la vallée de la Lys Mitoyenne, et à lui redonner un caractère naturel.*

*Elles permettront aussi de coller aux objectifs de minimisation des coûts, d'une utilisation optimale de l'espace existant et de faisabilité économique dû à un accroissement futur de la navigation fluviale sur le tronçon de la Lys Mitoyenne*

Concernant l'analyse socio-économique, celle-ci a été alimentée par l'ensemble des études réalisées dans le cadre du projet de liaison fluviale Seine-Escaut, et également dans l'optique de l'agrandissement de l'écluse de Quesnoy sur Deûle.

La mise en grand gabarit de la Lys Mitoyenne permettra aux unités fluviales de 135 mètres et plus, de naviguer sur l'ensemble des bassins de l'Escaut, de la Seine, de l'Oise, du futur canal SNE et du réseau Nord Pas de Calais.

*Il générera des réductions de coût de transport, permettant ainsi de développer la filière du transport fluvial, ainsi que les activités qui y sont associées.*

*Les autorités locales devront toutefois mener des politiques d'aménagement dynamiques de manière à favoriser le développement des zones d'activités économiques autour de ces extensions portuaires, créatrices d'emplois.*

*En effet, ce projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, avec l'aménagement de l'écluse de Quesnoy sur Deûle, et plus encore avec la réalisation du projet global du canal Seine Nord Europe, invitent donc à une projection dans le temps (mise en service de la totalité du projet vers 2026-2027) et dans l'espace (de la région des Hauts de France : au cœur de la métropole de Lille, des villes transfrontalières proches de la Lys, de l'ex-bassin minier, de la façade littorale : Calais et Dunkerque...).*

*De plus, co-financeurs, les territoires régionaux traversés par ce projet, devront capter une partie du retour sur investissement en termes de valeur territoriale sous toutes ses formes.*

*Cette création de valeur ne saurait mécaniquement se produire du seul fait de cette connexion nouvelle, à grand gabarit, par un report modal massif sur la voie d'eau avec des effets d'entraînement induits par ce dernier.*

**Ce projet ne doit surtout pas devenir un simple lieu de passage pour des flux massifs de marchandises à grande échelle entre l'Escaut et la Seine.**

*Au contraire, ces territoires traversés doivent saisir l'opportunité offerte par la nouvelle voie d'eau.*

*Ces territoires restent fortement marqués par des filières industrielles qui se sont construites au XIX et XX siècle.*

*En particulier, les secteurs de la chimie, de l'énergie, du textile, de la sidérurgie-métallurgie, du papier-carton ont connu des mutations et des restructurations considérables ces trente (30) dernières années.*

*Toutefois, ces territoires possèdent déjà le réseau de voies navigables le plus dense de France, mais avec de nombreuses implantations agricoles et industrielles qui n'intègrent pas, ou très peu la voie d'eau dans leur processus de production, du fait d'une quasi utilisation du réseau routier !*

**Ce frein à l'utilisation de la voie d'eau (et du fer) du fait de la quasi utilisation du réseau routier, devra être dépassé, sinon ce grand projet Seine Nord ne sera qu'une gabegie financière des fonds publics !**

*La France se distingue de ses voisins nord-européen par une prédominance du mode routier dans les transports de marchandises (soit 80 % des flux !), alors qu'en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne, la part du fluvial et du fer représente aujourd'hui 58 % des flux !*

*Il en découle d'importants phénomènes de congestion des grands axes de routiers de la Région des Haut de France : Autoroutes A1, A2, A16, A 25, A 28, RN 41...*

**Ce report modal vers la voie d'eau (et du fer) est aujourd'hui crucial.**

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

*Le mode routier génère des surcoûts économiques et environnementaux énormes :*

*Une (1) tonne de marchandises avec un (1) litre de carburant se déplace de :*

- 20 km par la route*
- 80 km par le fer*
- 100 km par la voie d'eau*

*Un (1) seul convoi de 4500 tonnes (du type de ceux qui circuleront sur le futur canal Seine Nord) transportera autant de marchandises que 250 camions ou 125 wagons (soit 4 trains).*

*La congestion des grands axes routiers, qui traversent ces territoires, densément peuplés, contribue à dégrader la qualité de l'air et à engendrer des problèmes de santé publique.*

*Dans l'état actuel des infrastructures de transport routier, la situation apparaît intenable au regard des prévisions d'augmentation du volume de marchandises transportées à l'horizon de trente (30) années !*

*Par ailleurs, la concurrence prévaut largement aux profits des ports belges. Aujourd'hui, elle est de 2.5 fois supérieure aux ports français ! Les ports français continuent à perdre des parts de marché par rapport à leurs homologues, suscitant d'énormes inquiétudes sur leur devenir, avec la mise en service de ce nouveau réseau de voies fluviales nord européen !*

*Il apparaît nécessaire, pour ces territoires traversés (ce qui dépasse présentement l'aire géographique de la Lys Mitoyenne recalibrée !) de se connecter aux systèmes d'échanges belge, néerlandais et rhénan, plutôt que d'envisager une concurrence frontale, face à l'émergence de mégaprojets d'infrastructures intercontinentales (nouvelles routes de la Soie, de l'Antarctique et autres...).*

*Ceci impliquera la mise en synergie des ports maritimes et fluviaux français traversés, afin de valoriser collectivement les opportunités logistiques auprès des entreprises.*

***En définitive, le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, s'inscrivant dans celui plus global de la création du Canal Seine Nord Europe, est une chance historique pour ses territoires traversés. La nature et l'ampleur de ses effets bénéfiques dépendront très directement de leur capacité à se l'approprier.***

### **Analyse bilancielle**

***- Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne présente-t'il concrètement un caractère d'intérêt public ?***

Ce projet s'inscrit bien dans une démarche globale d'aménagement et de compétitivité du territoire, de réduction des impacts environnementaux des transports et de valorisation de la voie d'eau. Il valorise la transition écologique et énergétique, la voie d'eau étant très peu consommatrice d'énergie.

Ce projet va permettre d'abaisser les coûts de transport, renforcer la performance industrielle des territoires traversés, et contribuer au développement du port maritime de Dunkerque.

**En tenant compte de la justification de l'utilité publique ci-dessus, ainsi que des enjeux tous favorables au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, il est incontestable qu'il présente un caractère d'utilité publique.**

- L'expropriation envisagée est-elle nécessaire pour atteindre les objectifs de l'opération ?

Différents scénarii ont été élaborés avant d'arrêter définitivement le projet actuel (scénario 2) de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Compte tenu de tous les paramètres (cités ci-dessus), ce projet a été conçu de telle sorte qu'il impacte le moins possible la propriété privée :

-sur Comines, il est prévu par voie d'expropriation l'acquisition de 6 parcelles de terrain représentant une surface totale de 471 m<sup>2</sup> et de volume (servitudes tréfoncières) sur 18 parcelles.

-sur Halluin, il est prévu l'acquisition par voie d'expropriation de 11 parcelles représentant une surface totale de 6197 m<sup>2</sup>.

-également sur Halluin, les parcelles de terrain AH 300-AH301-AH306 ont déjà été acquises par les Voies Navigables de France, les parcelles de terrain AB31-AB32 seront en occupation temporaire, et les parcelles de terrain AH333-AH338-AH339-AH342-AH343-AH348 appartiennent à l'Etat.

**En conséquence, les expropriations envisagées, sont incontestablement nécessaires.**

- Le bilan coûts – avantages de l'opération :

Eu égard à l'estimation financière prévisionnelle globale (travaux réalisés en France et en Belgique, sur les trois (3) sections) s'élevant à la somme totale de 105 M€ HT (voir tableau au paragraphe 4. Estimation sommaire du projet et de son financement du rapport 1 d'enquête publique), il est prévu :

- poste 5. Cheminements, y compris restauration de fossés : 1,8 M€ HT

- poste 7. Mesures compensatoires et d'accompagnement, y compris franchissement piscicole : 4.0 M€ HT

Il en résulte que toutes ces mesures compensatoires, d'aménagement paysager, s'élèvent, pour l'ensemble du projet à 5,8M€ HT soit 5.5% du coût total prévisionnel.

**En conséquence, les avantages que présente ce projet, l'emportent sur les inconvénients qu'il génère.**

### **Conclusions motivées du commissaire enquêteur :**

- Après avoir étudié le dossier d'enquête
- Participé à une réunion, le 12 septembre 2018, de présentation par les Voies Navigables de France, du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne,
- Visité les lieux, et vérifier l'affichage avant ou après chacune de mes permanences
- Tenu six (6) permanences, qui ont permis de recevoir trente (30) personnes et de recueillir quinze (15) remarques inscrites dans des registres communaux (voir rapport titre I)
- Reçu cinq (5) courriers et quatre (4) courriels consignés dans les six (6) registres communaux et de la préfecture du Nord
- Pris connaissance des avis exprimés par les Personnes Publiques Associées
- Dressé le procès verbal de synthèse des observations du public
- Remis aux Voies Navigables de France, et à la Préfecture du Nord, le 24 novembre 2018, le procès-verbal de synthèse des observations du public
- Etudié le mémoire en réponse du pétitionnaire

### **Le Commissaire enquêteur constate que :**

- L'enquête n'a pas suscité l'intérêt de la part du public
- L'enquête a été organisée conformément aux réglementations en vigueur, et notamment aux articles L110.1 et suivants du code de l'expropriation, de l'article L123.1 du code de l'environnement, et en vertu de l'article L123.6 du code de l'environnement, regroupant les quatre (4) procédures en une enquête publique unique, ainsi que de l'arrêté préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018
- Vu l'analyse et les réflexions ci-avant, sur le projet et ses conséquences
- Vu la destination des matériaux, l'identification des impacts et les mesures compensatoires et environnementales préconisées par le pétitionnaire
- Vu la régularité de la procédure appliquée à l'enquête publique et sur son déroulement :
  - délais d'affichage,
  - permanences,
  - publicité,
  - accueil du public.

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

- mise à disposition du dossier
- registres d'observations
- Vu les quinze (15) remarques inscrites aux registres communaux, les cinq (5) lettres et les quatre (4) courriels déposés ou adressés à aux mairies concernées ou à la préfecture du Nord,
- Vu le Mémoire en réponse du Pétitionnaire, en date du 7 décembre 2018
- Vu les avis exprimés à ce jour par les personnes publiques associées, et du procès-verbal du compte rendu du 14 décembre 2017, et qui fait suite à la réunion des PPA du 17 novembre 2017
- Vu l'avis favorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) du 29 septembre 2017 n°2017-06-13c00760
- Et après avoir pris connaissance du dossier d'études d'impact sur l'environnement, de l'avis n°2015-62 du 25 octobre 2017 de l'Autorité Environnementale et du mémoire de réponse des Voies Navigables de France (juillet 2018), du bilan socio-économique, du bilan carbone/consommation de l'énergie, des différentes concertations intervenues durant la phase avant-projet avec les territoires traversés, associations et autres, ainsi que de l'estimation financière prévisionnelle global du projet et de sa répartition entre les trois (3) territoires

**Et considérant que :**

- Au terme d'une enquête publique unique regroupant les quatre (4) procédures en cours, de 33 jours, et après avoir tenu six (6) permanences et analysé l'ensemble des avantages et des inconvénients relatifs au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne,
- Il n'est rapporté aucun incident notable qui aurait pu perturber le bon déroulement de l'enquête publique,
- Les expropriations envisagées sont nécessaires pour atteindre les objectifs du projet, et impactent le moins possible les propriétés privées,
- Le coût de réalisation dudit projet ne paraît pas déraisonnable, par rapport à d'autres projets similaires,
- Il n'existe aucun intérêt social majeur justifiant le refus de l'utilité publique à cette opération,
- Les observations du public et des communes de Deûlémont, Comines et Menin (Belgique) enregistrées dans les registres d'enquête publique ne remettent pas en cause la réalisation du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne,
- Les avantages que représentent ce projet l'emportent sur les inconvénients qu'il génère,

**En fonction de l'ensemble des éléments précités,**

**Le commissaire enquêteur émet un : Avis Favorable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, conformément aux articles L110-1 et suivants du code de l'expropriation, et valant pour enquête au titre de l'article L123-1 du code de l'environnement, tel que ce projet est présenté aujourd'hui par le pétitionnaire, pour son propre compte et pour celui des deux autres maîtres d'ouvrage, dans le dossier soumis à enquête publique unique pour expropriation, exposé dans le rapport et rappelé ci-dessus dans les conclusions.**

**Cet avis favorable n'est assorti d'aucune réserve, ni recommandation, compte-tenu des réponses et des engagements apportées par le pétitionnaire dans son mémoire en réponse en date du 7 décembre 2018, engagements qu'il devra tenir compte lors de la réalisation des travaux.**

Conclusions et Avis établis  
A WICRES le 12 décembre 2018

Le Commissaire Enquêteur

  
Dominique BOIDIN